

REPUBLIQUE FRANCAISE

DEPARTEMENT DU RHONE

VILLE D'OULLINS

ARRETE DU MAIRE

AFGE 07/07

Objet : Dérogation à l'emploi de salariés le dimanche

Le Maire d'Oullins,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales

Vu les dispositions du Chapitre 1er du Titre II du livre II du Code du Travail et notamment celles de l'article L221-19,

Vu la demande du concessionnaire Peugeot SLICA relative à l'application de l'article précité du Code du Travail, en date du 8 décembre 2006

Après consultation des organisations des employeurs et des salariés, à savoir : Confédération française de l'encadrement- Confédération générale des cadres, Confédération française démocratique du travail, Confédération française des travailleurs chrétiens, Confédération générale du travail, Force ouvrière, Confédération générale des petites et moyennes entreprises Groupement interprofessionnel Lyonnais

Considérant qu'aucune prescription réglementaire, fondée sur les dispositions de territoire de l'article L221-17 du Code du Travail, n'interdit l'exercice du commerce sur le territoire de la Ville d'Oullins pendant le dimanche pour lequel la dérogation est sollicitée,

Considérant que les branches concernées n'ont pas épuisé au titre de l'année 2007, le contingent de 5 dimanches fixé par l'article L221-19 précité,

ARRETE

Article 1 :

Une autorisation d'ouverture exceptionnelle le dimanche est accordée à la branche d'activités de commerce de véhicules automobiles selon les modalités visées aux articles suivants.

Article 2 :

Est autorisé de manière dérogatoire l'emploi de salariés pendant tout ou partie des journées des dimanches 11 mars, 10 juin, 16 septembre, 14 octobre et 18 novembre 2007 pour la branche d'activités commerce de véhicules automobiles.

Article 3 :

Chaque salarié ainsi privé du repos dominical bénéficiera :

- premièrement, d'un repos compensateur équivalent, accordé par roulement dans une période qui ne peut excéder la quinzaine qui précède ou suit la suppression du repos. Conformément aux articles R221-10 2ème alinéa et R221-11 2ème alinéa du Code du Travail, le chef d'établissement doit inscrire les repos sur un registre spécifique.
- deuxièmement, d'une majoration de salaire égale à la valeur d'un trentième de son traitement mensuel ou conforme aux dispositions éventuellement plus favorables de la ou les conventions collectives.

Article 4 :

Le présent arrêté sera transmis à Monsieur le Préfet du Rhône et à la Direction du Travail et de l'emploi; il sera affiché en Mairie.

Article 5 :

Le directeur général des services, les gardes municipaux, le chef du Service Affaires Générales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Oullins, le 13 janvier 2007

François-Noël BUFFET
Sénateur-Maire